

## **Pour en finir avec la politique de gribouille de la France en Méditerranée et au Moyen-Orient**

Par **Roland Lombardi**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Après le massacre de la Ghouta le 21 août dernier, François Hollande était vraiment le seul à vouloir « punir » Bachar el-Assad. Mais malgré le bombage de torse, les menaces et les déclarations belliqueuses de la France, un accord russo-américain fut trouvé à l'initiative de Vladimir Poutine. À la surprise générale, cet accord écarta toute frappe « punitive » et fit même du dirigeant syrien un interlocuteur de premier plan dans le processus d'élimination de son propre arsenal chimique.

Alors que les Etats-Unis cherchent à s'exfiltrer du Moyen-Orient, pour la Russie, cette véritable victoire diplomatique vient couronner sa dynamique et réaliste politique en Méditerranée<sup>1</sup>.

A l'inverse, pour la France, cette affaire syrienne fut le point d'orgue des errements de la diplomatie française en Méditerranée. Pire, elle aura laissé dans le monde arabe et ailleurs, une image de la France malheureusement pathétique pour ne pas dire pitoyable (il suffit de relire la presse internationale et surtout arabe). Même si les médias français ont cherché à le minimiser, ce fiasco du président français n'aura malheureusement fait que confirmer que notre pays, depuis 40 ans, s'est souvent donné un rôle bien supérieur à son véritable poids. Ainsi, pour paraphraser Michel Audiard, lorsque les pays de plus de 150 millions d'habitants parlent, ceux de 60 millions les écoutent !

Mais les Russes, comme les Israéliens et les Arabes d'ailleurs, ne nous écoutent plus, non parce que nous sommes « petits » mais parce qu'ils nous reprochent notre aveuglement, notre naïveté, notre angélisme et notre irresponsabilité concernant les conséquences des « printemps » arabes et notamment la poussée de l'islamisme radical qui s'en suivit. En effet, même si ces révoltes ont surpris tous les dirigeants occidentaux et en premier lieu les Français, l'expérience iranienne des années 1970 comme la décennie de guerre civile en Algérie dans les années 1990 ou l'Irak d'aujourd'hui auraient dû pourtant les alerter sur les dangers d'une « démocratisation » trop précipitée de la région.

Au lieu d'écouter nos services de renseignements (qui sont parmi les meilleurs du monde), nos diplomates ou nos chercheurs de terrain, les responsables français ont préféré prendre leurs conseils auprès de pseudo-philosophes, de journalistes et de « spécialistes » politiquement orientés et appartenant le plus souvent au microcosme parisien. D'où les erreurs d'appréciation de ces bouleversements par les différents gouvernements français et surtout, la perte de leurs principaux interlocuteurs...

Certes la défense des droits de l'homme et la diffusion de nos valeurs sont des composantes honorables et importantes de la politique de la France. Mais est-il réaliste et surtout judicieux de les substituer à la défense de nos intérêts nationaux dans une région où les populations sont beaucoup plus préoccupées à s'extirper de la misère et à retrouver des autorités tout simplement plus respectables que les anciennes dictatures ?

Curieusement, la France garde cependant une certaine aura. Mais notre ancienne grandeur et notre passé glorieux et encore moins nos incantations pour la Paix partout, ne lui feront pas retrouver son « rang ». Il est urgent d'arrêter de faire la morale pour faire enfin de la politique ! La France ne pourra de nouveau être écoutée qu'après une véritable révolution copernicienne de sa politique en Méditerranée et au Moyen-Orient. Ainsi, deux conditions étroitement liées s'imposent : revoir nos partenariats et adopter une doctrine claire et définie dans le seul but de préserver nos intérêts.

---

<sup>1</sup> <http://www.jfcconseilmed.fr/files/13-02-17---Lombardi-La-politique-russe-en-Mediterranee-et-au-Moyen-Orient.pdf>

Si la France doit trouver de nouveaux appuis en Méditerranée, deux questions se posent d'abord : Pourquoi « bouder » la Russie de Vladimir Poutine et courir après des investissements en faisant les yeux doux à des monarchies réactionnaires et théocratiques du Golfe, qui ne sont pourtant pas des exemples de démocraties idéales... ?

Pourquoi s'aliéner aussi, par des critiques incessantes et stériles, l'amitié d'Israël qui, outre ses défauts, est malgré tout le pays le plus dynamique de la région ?

Pourtant la diplomatie russe en Méditerranée et au Proche-Orient, basée, au-delà de la défense de ses intérêts commerciaux, sur la protection des chrétiens d'Orient et la lutte contre l'islamisme radical et le terrorisme, a rendu Moscou incontournable sur de nombreux dossiers et devrait coïncider avec la notre.

D'abord, car la France, ancienne puissance protectrice des chrétiens d'Orient, doit aujourd'hui elle aussi défendre ces minorités menacées et qui sont pourtant, comme l'a prouvé l'histoire, une chance pour le monde arabe. Surtout que depuis 40 ans et la guerre du Liban en 1975, le reniement permanent de cette mission traditionnelle de la France, pourtant véritable clé de voûte de sa politique séculaire au Levant, n'a fait que détériorer notre image et notre crédit non seulement chez les chrétiens d'Orient mais aussi chez les musulmans, qui nous considèrent depuis comme des soutiens peu fiables.

Ensuite, la France, qui est le deuxième pays musulman d'Europe, après justement la Russie, ne doit pas oublier, qu'elle fut touchée à plusieurs reprises par le passé (comme la Russie et malgré nos positions dites « pro-arabes ») par le terrorisme islamiste et surtout, qu'elle peut l'être encore aujourd'hui et demain. Paris n'est malheureusement pas à l'abri d'un nouveau Khaled Kelkal ou d'un Mohamed Merah. Rappelons que plus d'une centaine de Français musulmans combattent actuellement en Syrie aux côtés de groupes djihadistes...

Parce que le renseignement et la lutte contre le terrorisme islamiste doivent être les volets majeurs de sa nouvelle politique méditerranéenne, la France doit, notamment dans ces domaines, construire une véritable alliance avec la Russie comme la grande alliance franco-russe de 1892 à 1917. A l'inverse des Qataris, les Russes aiment et admirent la France. Et ils sont demandeurs. N'oublions pas qu'ils ont été les premiers à soutenir l'intervention française au Mali en janvier 2013...

Ce sont pour les mêmes raisons que la France doit ensuite renouer des relations privilégiées avec Israël. Qui veut avoir une influence au Proche-Orient doit s'appuyer sur l'Etat hébreu, la première puissance de la région. Depuis la fin des années 1960 et sa fameuse « rupture » avec Israël, la France ne l'a jamais compris. Les Etats-Unis, eux, oui. Les Russes le comprennent aujourd'hui.

De plus, nos services de renseignements peuvent-ils raisonnablement se passer d'une source aussi précieuse qu'Israël qui excelle dans ce domaine et qui est un poste d'observation privilégié dans la région ? Certes les collaborations existent déjà mais il faut les accroître et les enrichir.

D'aucuns diront alors qu'un rapprochement avec Israël nuirait à nos relations avec les Etats arabes. Mais c'est faux. D'abord le monde arabe n'est pas homogène et il est même très divisé (c'est d'ailleurs la grande erreur du Quai d'Orsay d'avoir longtemps cru cela). Les relations "franco-arabes" doivent se faire d'Etat à Etat et de manière strictement bilatérale. Certains pays arabes sont d'ailleurs plus hostiles envers leurs propres voisins arabes qu'envers Israël! Et certains Etats arabes ou musulmans ont eux-mêmes connu ou connaissent encore de très bonnes relations avec Israël (parfois discrètes ou même assumées) dans le domaine militaire et surtout du renseignement (l'Iran jusqu'en 1979, la Turquie jusqu'en 2009, et aujourd'hui le Maroc, l'Egypte et la Jordanie...). De plus il ne faut pas se leurrer : l'intérêt des dirigeants arabes pour les Palestiniens n'a souvent été qu'une façade, l'histoire l'a malheureusement prouvé...

Ainsi, la France doit continuer à s'investir pleinement dans l'Initiative 5+5 Défense<sup>2</sup>. Mais Paris doit aussi amplifier ses relations bilatérales avec le Maroc, la Tunisie mais surtout avec l'Etat algérien et l'Egypte du général Al-Sisi.

Outre une coopération militaire et des services de renseignements, la France doit aussi avoir rapidement avec ces pays, comme avec les pays subsahariens d'ailleurs, une véritable et ambitieuse stratégie d'anticipation dans la coopération commerciale, le développement agricole, la gestion des ressources et le développement économique.

Il en va des intérêts et de la stabilité future de ces pays. Mais pour la France les enjeux sont aussi énormes et urgents. La Méditerranée est sa frontière la plus importante et, comme tous les pays de la zone méditerranéenne, elle subit une forte « pression migratoire » qui s'aggravera et deviendra insupportable dans peu de temps. Les drames des réfugiés de Lampedusa et de Malte en octobre dernier nous rappellent à cette triste réalité et risquent fort de se multiplier...

Si l'action efficace et bénéfique de la France au Mali fait oublier les erreurs politiques françaises en Libye, espérons que la rencontre en septembre dernier à New York entre François Hollande et Hassan Rohani puis le déplacement prévu en fin d'année du président français en Israël annoncent un virage souhaitable dans les dossiers iranien mais aussi syrien.

Quoiqu'il en soit, il est urgent que la France renonce à son attitude hautaine, « moralisatrice » et surtout à sa politique de « courte-vue ». Il est temps que les dirigeants français mettent enfin une grande dose de réalisme et de pragmatisme dans notre diplomatie. Il en va de notre responsabilité géopolitique.

**Roland Lombardi**

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Octobre 2013

---

<sup>2</sup> Coopération multilatérale de défense en Méditerranée occidentale lancée en 2004 et à laquelle participent l'Algérie, la France, l'Italie, la Libye, Malte, la Mauritanie, le Maroc, le Portugal, l'Espagne et la Tunisie.